



HAL
open science

L'identité urbaine d'al-Hudayyda sous la seconde occupation ottomane, 1849-1918

Patrice Chevalier

► **To cite this version:**

Patrice Chevalier. L'identité urbaine d'al-Hudayyda sous la seconde occupation ottomane, 1849-1918. La référence territoriale dans la construction identitaire au Yémen, Feb 2006, Paris, France. hal-00347647

HAL Id: hal-00347647

<https://hal.science/hal-00347647>

Submitted on 16 Dec 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Patrice CHEVALIER

Doctorant en science politique à l'Institut d'Études Politiques de Lyon / Université Lumière Lyon 2 / Groupe de Recherche et d'Étude sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) ; Chercheur associé au Centre français d'Archéologie et de Sciences sociales de San'â' (CEFAS), Yémen

AL-HUDAYYDA SOUS OCCUPATION OTTOMANE (1849-1918)

FONCTIONNALITES ET IDENTITE URBAINES

La ville d'al-Hudayyda, située sur les rives de la mer Rouge dans la région côtière de la Tihâma, a connu un développement économique et spatial sans précédent sous la seconde occupation ottomane (1849-1918). Suite à d'importants aménagements structurels, son port dont la position s'avère stratégique au regard des nouvelles routes commerciales tracées par le creusement du Canal de Suez en 1869, capte un pourcentage non négligeable du trafic maritime d'import-export mondial. Plaque tournante des échanges de marchandises, la ville connaît une formidable explosion urbaine et attire quantité de commerçants qui, en dépit de leurs origines différentes, cohabitent avec la population yéménite locale. Cette présence étrangère introduit de nouveaux usages dont les effets se font sentir tant aux plans social et spatial, qu'administratif.

D'aspect cosmopolite et ouverte sur le monde, la ville d'al-Hudayyda sous domination ottomane se distingue du reste d'un pays relativement enclin au repli sur lui-même et dont les populations s'opposent farouchement à l'occupation ottomane qui vise à transformer le Yémen en une province de la Sublime Porte.

Partant de ce constat, nous nous sommes posé la question de l'identité urbaine et spatiale d'al-Hudayyda, en tant qu'identité propre à l'espace et comme une identification des « individus » à cet espace. Les habitants sont-ils parvenus, durant l'occupation ottomane, à construire une identité commune et à s'y référer ? Cette question impliquait de s'interroger sur la nature du référent autour duquel avait pu s'articuler la coexistence urbaine des différentes populations. S'agissait-il uniquement d'un référent spatial et urbain, ou bien était-il autre ?

La réponse à ces questions a été cherchée dans les archives diplomatiques françaises¹ et britanniques, des récits de voyageurs et quelques sources ottomanes. Nous souhaitons naturellement ajouter à ce corpus des sources yéménites mais celles-ci paraissent inexistantes, ou du moins nos différentes recherches sont jusqu'à ce jour restées infructueuses. De fait, c'est à partir de témoignages extérieurs (à savoir non yéménites) que nous avons tenté de reconstituer le contexte historique, politique et social d'al-Hudayyda entre 1849 et 1918.

L'EMPIRE OTTOMAN ET LE YEMEN

¹ Cet article fait suite à un Master II effectué en 2005 sous la direction de MM. Jean-Michel Mouton et François Burgat à l'Université Lyon 2 Louis-Lumière (Chevalier, 2005). Cette étude a été menée dans le cadre du programme « archives diplomatiques françaises du Yémen » lancé par M. Burgat alors directeur du Centre français d'archéologie et de sciences sociales de San'â' (CEFAS), avec la collaboration de Mme Anne-Sophie Cras du Centre des archives diplomatiques de Nantes (CAD). Une copie des archives a été réalisée par le CAD et remise en 2004 au CEFAS qui les met à la disposition des chercheurs. Préalablement, Mme Cras avait réalisé les inventaires des archives des représentations diplomatiques françaises d'al-Hudayyda (1880-1914) et de 'Adan (1858-1942), qui sont actuellement en cours de publication par le CEFAS.

Pour étayer l'argumentation, on citera dans cet article certains des télégrammes diplomatiques (TD) provenant du fonds d'al-Hudayyda. On y fera référence comme suit : numéro de carton (C), nom du dossier et date (le signe ø signifie que l'information est manquante).

C'est en 1849 que les Ottomans, en quête de fonds pour financer le vaste programme de réformes (*Tanzîmât*) censé à la fois soustraire l'empire aux convoitises impérialistes européennes et couper court aux révoltes intérieures de populations occupées revendiquant leur autonomie, décident de réoccuper le Yémen, avec la perspective d'y lever une quantité non négligeable d'impôts (Kühn, 2003). Ce territoire, que les Ottomans avaient en partie soumis aux XVI^e et XVII^e siècles, est en effet riche en terres agricoles. Mais là n'est pas l'unique raison qui pousse Constantinople à reprendre pied dans la région².

La présence britannique dans la région de 'Adan, dès 1839, inquiète la Porte³. Elle craint alors l'expansion vers le nord de l'impérialisme britannique⁴ qui pourrait remonter dans le Hijâz, région de la Mecque et de Médine. Or c'est justement sur la protection du pèlerinage et des lieux saints de l'islam que l'empire ottoman fonde sa légitimité vis-à-vis des populations provinciales arabes. La Porte justifie ainsi leur présence par la nécessité de créer une province-tampon pour contenir les impérialismes étrangers hors des limites de l'empire.

Enfin, l'ouverture du Canal de Suez en 1869 conforte les Ottomans dans le désir de contrôler une région stratégique devenue économiquement clef, puisque ses eaux territoriales concentrent toutes les voies maritimes en provenance de l'océan Indien. Mais la conquête se fait graduellement. D'abord limitée à la Tihâma, ce n'est qu'en 1872 que les troupes ottomanes investissent San'â' et dominent les Hautes-Terres (Kühn, 2005 : 14-79).

La politique ottomane mise en œuvre à partir de 1873 consiste à transformer le Yémen en une province ottomane et à l'intégrer au reste de l'empire, à travers l'application des *Tanzîmât* et la formation d'une élite locale. Les Ottomans souhaitent en effet rapidement remettre le pouvoir aux Yéménites, une fois ceux-ci devenus des citoyens loyaux au sultan. Bien que présentée comme islamique et modernisatrice par la Porte, cette politique de « provincialisation » et d'intégration ne va pas manquer de susciter la méfiance et le rejet, tant des différents chefs politiques que de l'ensemble de la population yéménite. Nul n'entend accepter, ni la présence ottomane, ni ces réformes perçues comme exogènes, laïques, « anti-musulmanes » et comme l'instrument d'un pouvoir étranger colonialiste. Face à cette opposition massive et croissante, les autorités ottomanes se trouvent rapidement dans l'impossibilité de mener à bien leur politique de provincialisation qu'elles transforment alors en un programme de colonisation de type semi-direct pour tenter de mettre leurs desseins à exécution (Kühn, 2005 : 113 *sq* ; 2003).

L'opposition yéménite se durcit suite à un changement radical d'orientation du sultan, en 1878, qui impose le rétablissement d'un régime autocratique et la création d'une unité islamique sunnite au sein de l'empire, qui ne va pas sans aggraver les shî'ites (dont les zaydites du Yémen). À la fin des années 1890, c'est tout le Yémen ottoman qui prend les armes contre l'occupant (la Tihâma, le 'Asîr et les Hautes-Terres zaydites).

Entretenant un gros effort pour étendre son influence dans l'ensemble des provinces de l'empire, le Parti Union et Progrès, arrivé au pouvoir par le coup d'État de juin 1908, décide quant à lui d'« ottomaniser » les cultures (Mantran (dir.), 1989 : 595-597) des populations arabes à travers le leitmotiv d'un « État un et indivisible » dicté par les anciennes *Tanzîmât*. Ce nouveau programme de réforme, appuyé sur une politique de centralisation, d'uniformisation, d'égalisation et de rationalisation, suscite de graves oppositions dans les régions arabes, notamment au Yémen. Au début du XX^e siècle, les autorités ottomanes ne parviennent toujours pas à contrôler ce pays en rébellion où deux chefs locaux se disputent le pouvoir à travers la lutte contre l'occupant. Il s'agit de l'imâm Yahyâ Hamîd al-Dîn, chef des Hautes-Terres zaydites, et de l'émir Muhammad ibn 'Alî al-Idrîsî, qui domine la région du 'Asîr. Outre ces deux fronts armés, le pouvoir ottoman au Yémen est affaibli par la présence à al-Hudayda des trois grandes Puissances européennes aux visées impérialistes plus ou moins marquées : la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

² Pour l'histoire événementielle de la seconde occupation ottomane du Yémen, voir Baldry, 1976.

³ La « Porte » ou « Sublime Porte » est le nom donné au gouvernement ottoman.

⁴ Mais aussi la « menace wahhâbite » car les Sa'ûd ont déjà pris momentanément la Mecque en 1803 (Crancez, 1995 : 53-95).

Dans ce contexte troublé, seuls les habitants d'al-Hudayyda ne se révoltent pas et paraissent coexister dans une relative bonne entente avec les Ottomans, dont la présence est synonyme d'une activité économique importante.

DU VILLAGE YEMENITE A LA VILLE OTTOMANE

Du simple village qu'elle était jusqu'au milieu du XIX^e siècle, al-Hudayyda s'est considérablement développée du fait de la présence des Ottomans. En 1855, ainsi qu'en témoignent les photographies prises par Auguste Bartholdi, l'ancien petit port de la mer Rouge, autrefois dominée par la ville d'al-Mukhâ' d'où s'organisait le commerce du café, se présente comme une bourgade fortifiée, au milieu de laquelle s'élève une citadelle abritant le représentant ottoman (Fig. 1-2).

Al-Hudayyda compte désormais plusieurs centaines d'habitants. Il s'agit pour la plupart de pêcheurs installés dans des huttes, mais également de riches commerçants propriétaires de maisons en pierre. En lieu et place des bâtisses sommaires trouvées par les Ottomans à leur arrivée en 1849, sont mises en place les infrastructures devant faire d'al-Hudayyda un centre politique, militaire et économique de première importance dans le dispositif d'occupation ottomane.

C'est de ce site que les Ottomans espèrent mener les expéditions militaires visant à soumettre progressivement l'ensemble du Yémen et investir les Hautes-Terres. Al-Hudayyda, plus centrale qu'al-Mukhâ', présente toutes les qualités requises au développement du port nécessaire à ces objectifs militaires. Cherchant logiquement à transformer l'ancien village de pêcheurs en un point stratégique d'où seront menées les opérations, les Ottomans font d'al-Hudayyda la porte d'entrée et de sortie du pays ; la ville devient ainsi la seule interface entre le reste de l'empire et l'intérieur des terres.

Alors que dès 1872, une véritable politique de développement et d'aménagement urbains est mise en place à San'â', il faut attendre les années 1880 pour que des aménagements structurels importants soient réellement mis en œuvre à al-Hudayyda (Kühn, 2002 : 342). Dès lors, cette dernière présente une certaine attractivité pour les populations yéménites et les compagnies commerciales étrangères et, au tout début du XX^e siècle, la ville connaît une véritable explosion démographique et spatiale (Fig. 3)⁵.

Placées sous les auspices des *Tanzîmât*, la production et l'organisation de l'espace urbain sont conçues comme le moyen d'affirmer symboliquement l'autorité de l'État ottoman (Kühn, 2002 : 331) et ont pour but de surimposer aux identités locales une identité ottomane à laquelle se référerait les Yéménites en général et les habitants d'al-Hudayyda en particulier. De fait, « ottomaniser » l'espace est l'étape préalable à l'« ottomanisation » des pratiques et des identités urbaines.

Est-il possible de lire cette politique à travers les fonctionnalités urbaines mises en place par les autorités ottomanes locales ? Dès le début, celles-ci confèrent avant tout à la ville une fonction militaire. C'est en effet par le port d'al-Hudayyda que transitent les troupes ottomanes appelées en renfort pour mater les rébellions tribales et faciliter la pénétration dans les Hautes-Terres, à l'est, et dans le 'Asîr, au nord. Al-Hudayyda, dont les garnisons abritent un nombre important de soldats, constitue, on l'a vu, une pièce maîtresse du dispositif militaire ottoman en tant que base militaire principale dans la Tihâma (Fig. 4).

La ville joue également un rôle central dans le dispositif régional pour la politique de conquête impérialiste que mènent les Ottomans en concurrence avec l'Europe, dans la mesure où

⁵ Comme le montre un plan d'al-Hudayyda réalisé vers 1913, trouvé dans les archives du vice-consulat français d'al-Hudayyda (sans référence). Au début du XX^e siècle, les Ottomans ont abattu les anciens remparts, suite à l'expansion spatiale. La vieille ville (en gris foncé) ne représente plus alors qu'environ 1/12 de la surface urbaine totale.

al-Hudayyda est reliée aux provinces orientales de l'empire et où son port devient le passage obligé des troupes postées en Mésopotamie. Dans cette optique, en 1905, les autorités ottomanes décident de construire une voie de chemin de fer susceptible de relier la province du Yémen au Levant et à la Turquie, et pouvant faciliter l'acheminement des troupes devant intervenir dans les régions du Yémen en rébellion. Ce projet sera stoppé par le déclenchement de la première guerre mondiale⁶ (Chevalier, 2005 : t.1, 68 *sq.*).

Outre la fonction militaire, la cité est dotée des fonctionnalités propres au centre politique, administratif et juridique de première importance qu'elle devient à l'échelle du Yémen. Même si c'est à San'â' que les Ottomans décident d'établir la capitale de la *wilâya* à partir de 1873, al-Hudayyda, siège du pouvoir ottoman dès les premières années d'occupation (1849-1872) (Playfair, 1970 : 23), demeure l'une des capitales des quatre *sandjaq*-s constituant la province du Yémen (Fig. 4)⁷. Le *mutassarîf* (ou gouverneur) à sa tête est chargé de diriger toute la Tihâma et organise, ou tente d'organiser la ville selon des principes communs à l'empire, mais dont l'application en ces lieux restera limitée. Seuls un tribunal, une mairie, une école et un hôpital voient le jour.

Plus importante encore est la fonction économique et commerciale donnée à la ville et à son port. Après avoir vivoté du commerce du café en partance pour l'Égypte, la France, les États-Unis et l'Inde (Playfair, 1970 : 24), al-Hudayyda voit ses activités commerciales s'accroître à partir de la construction des infrastructures qui l'insèrent dans des réseaux aussi bien locaux, régionaux qu'internationaux, dans les années 1880. La modernisation de son port au tournant du siècle, à laquelle s'ajoute le développement d'un chantier naval, attire les investisseurs étrangers. Ces derniers financent plusieurs réalisations, dont une usine à glace, tandis que la concurrence s'installe pour capter les marchés publics, notamment celui du chemin de fer.

Sécurisé par la présence des troupes ottomanes, al-Hudayyda fonctionne comme un espace-refuge au niveau local et la plupart des maisons de commerce présentes dans le pays s'y sont installées. En effet, les commerçants ont à redouter les raids contre les caravanes menés par la tribu des Zarâniq⁸ (Bury, 1998 : 135). À partir des années 1890, cette dernière cherche ainsi à affaiblir économiquement et politiquement les Ottomans dont elle refuse la présence sur son territoire. Devant l'insécurité des échanges, certains artisans et commerçants yéménites ou étrangers se réfugient à al-Hudayyda, qui centralise bientôt l'essentiel de l'activité textile (tissage et teinture) de la Tihâma (Bury, 1998 : 123). En concentrant une très large part de l'activité économique du pays, fondée sur l'import-export via le commerce maritime, la ville devient la clef de voûte du réseau commercial yéménite et devient le lieu d'exportation des matières premières locales. En tant qu'escale obligée sur les routes commerciales qui desservent l'Asie et l'Europe, elle reçoit l'ensemble des biens manufacturés étrangers pénétrant le Yémen et s'efforce de concurrencer, voire d'affaiblir les ports de 'Adan, de Djibouti ou de Massawa, selon les objectifs ottomans.

Ainsi, bien que géographiquement périphérique au regard de l'empire et des puissances européennes, al-Hudayyda devient dès la fin du XIX^e siècle un enjeu national, régional et international. Pour les Yéménites, les Ottomans et les Européens présents sur place, la concurrence est de plus en plus forte et se double parfois d'enjeux politiques. Dans le même temps, l'attractivité de la ville s'accroît. Trouvant ici un rempart contre les razzias et la piraterie, les maisons étrangères spécialisées dans l'import-export s'y multiplient, créant des débouchés économiques. La population augmente et se diversifie. Début 1913, Wyman Bury, espion

⁶ Pour la reprise des travaux en 1911, *cf.* notamment Ingrams, 1993 : 596 et la carte régionale du plan ferroviaire p. 476.

⁷ Les quatre *sandjaq*-s sont : al-Hudayyda, Ta'izz, Abhâ et San'â'.

⁸ Tribu de la Tihâma dont la capitale est Bayt al-Faqîh, au sud-est d'al-Hudayyda.

britannique en mission au Yémen en 1912 et 1913, estime le nombre d'habitants à 42 000, alors que San'â en compte à peine plus de 20 000 (Bury, 1998 : 192).

POPULATION ET PRATIQUES URBAINES

Une population cosmopolite

La cité abrite désormais plusieurs communautés étrangères de nationalités et d'ethnies diverses. Parmi elles, la population ottomane, composée de soldats et d'employés de l'administration venus de tout l'empire (Mésopotamie, Balkans, Levant, chrétiens ou musulmans) est devenue la plus importante en nombre. Suit la communauté des Banyans, commerçants indiens, estimée à quelques 1000 individus en 1913 (Bury, 1998 : 192).

Parmi la centaine d'Européens figure une grande majorité de Grecs, commerçants ou négociants, au même titre que des Français, des Britanniques, des Allemands, des Italiens, des Russes et des Américains. Des ingénieurs et de la main-d'œuvre ouvrière généralement de passage pour réaliser des projets d'aménagement commandités par les autorités ottomanes, des médecins, des religieux et des personnels des représentations diplomatiques s'ajoutent à ces commerçants. C'est en effet à al-Hudayda, qu'à partir des années 1880, se sont ouvertes toutes les représentations consulaires étrangères, à la demande des négociants occidentaux présents au Yémen, qui souhaitent voir respectées les Capitulations⁹ protégeant leurs intérêts économiques.

Selon les récits de voyageurs, s'ajoutent à cette mosaïque des Persans, des Arabes, des Égyptiens, des Abyssiniens, des « Noirs », des juifs et des Syriens (Harris, 1985 : 367 ; Bury, 1998 : 192 ; Charney & Deflers, 1898 : 273). Ces derniers sont souvent des militaires recrutés dans les rangs de l'armée ottomane ou encore des commerçants. On compte aussi quelques drogmans chargés de faire le lien entre les personnels des (vice-)consulats européens, les autorités ottomanes et les Yéménites, grâce à leurs talents d'interprètes doublés d'une fonction d'informateurs.

La population yéménite reste toutefois largement majoritaire à al-Hudayda. Selon W. Bury, elle se compose, outre un grand nombre de pêcheurs, de commerçants, de caboteurs, d'ouvriers employés au chantier naval et de quelques personnels travaillant au sein de l'administration ottomane. Certains d'entre eux sont natifs d'al-Hudayda et y vivent en famille, d'autres, originaires de villages voisins (parfois situés à quelques heures de marche dans l'arrière-pays), y ont été attirés par l'activité commerciale du port.

Il est logique de penser que ces différentes communautés de population, bien que rassemblées en ce pôle d'activité économique, n'en conservent pas moins des référents identitaires différents, relatifs à la langue, à la religion, etc. Pour exemple, au sein de la population locale vivant à al-Hudayda, les individus sont à la fois yéménites, originaires de la plaine côtière (le plus souvent, du moins) et par-là même d'une région spécifique, musulmans, shâfi'ites ou plus rarement zaydites, attachés à une tribu, à une famille et/ou à un corps professionnel. Ces différents référents identitaires cohabitent et jouissent d'une importance plus ou moins grande en fonction des interlocuteurs et des circonstances.

⁹ Les Capitulations sont des traités consentis par les sultans ottomans pour récompenser les pays « amis » de la Porte. Ces documents permettent ainsi aux commerçants et ressortissants étrangers établis en terre impériale de jouir d'un certain nombre de libertés : s'établir, commercer sur terre et sur mer, réparer leurs bateaux, bénéficier d'une protection contre les corsaires, être assurés de la sécurité de leurs biens et de leur personne. Ces étrangers « privilégiés » se voient également accorder des avantages fiscaux ainsi que la liberté de conscience et de culte. Ces Capitulations stipulent en outre les principes d'immunité et d'extraterritorialité selon lesquels les étrangers résidant dans l'empire ne peuvent être jugés que par leur consul, sauf dans le cas d'un litige avec un musulman.

La question qui nous occupe est de savoir si la coexistence de populations aux identités diverses a pu favoriser le développement de formes de mixité. Certaines populations ont-elles été enclines à partager des pratiques urbaines, par exemple en modifiant leurs habitudes ou en se reconnaissant dans des rites d'interaction sociale ? Il peut paraître ambitieux de s'interroger en ces termes, dans la mesure où nos sources ne répondent pas directement à ces questions. Elles nous fournissent néanmoins quelques précieux éléments de réponse, ainsi que des informations nous permettant de déduire quel type d'identité a pu présenter la ville.

Des pratiques urbaines communes ?

Une ségrégation spatiale

Quelques éléments concernant l'organisation sociale et spatiale de la ville tendent plutôt à témoigner d'une ségrégation entre les différentes catégories socio-professionnelles. On sait notamment que, du fait de la croissance de la ville, se sont élevées, aux côtés des huttes traditionnelles de pêcheurs et d'artisans, quantité de maisons en dur abritant la classe commerçante et les personnels des représentations diplomatiques européennes (Bury, 1998 : 136 notamment). La ville est donc, selon toute vraisemblance, organisée en quartiers. Le fractionnement spatial limite les rapports et les échanges entre les différentes populations, notamment aux plans sociaux et professionnels. On peut estimer qu'une très grande majorité de la population autochtone n'entretenait pas de rapports directs avec les Ottomans, exception faite des grands commerçants et des notables Yéménites.

L'exemple de la communauté juive peut nous permettre d'appréhender ce mode d'organisation, au demeurant commun à toutes les villes de l'empire. En 1882, trois cents Juifs décident de quitter San'â' pour se rendre en Terre sainte. Ils gagnent alors al-Hudayyda afin d'embarquer sur des navires. Pour de multiples raisons, certains d'entre eux ne réussissent pas dans leur entreprise et se voient obligés de s'installer dans un faubourg de la ville, où ils fondent la première communauté juive. Ils s'organisent alors en quartier autonome (Nini, 1991 : 196). Il paraît probable que, comme à San'â', ils ne se sont pas mélangés avec les autres groupes, exception faite des impératifs de la vie quotidienne.

Des espaces et des instruments de mixité sociale

La ville compte quelques lieux de socialisation et de sociabilité, de mixité et parfois d'interactions sociales qui permettent un certain mélange entre les différents groupes urbains. Ainsi, de par leurs fonctions commerciale et économique, nombre de bazars et de souks permettent un fort brassage des populations de la ville, comme le décrivent en 1898, MM. Charnay et Deflers, venus au Yémen pour un reportage de la revue *Le tour du monde* (Charnay & Deflers, 1898 : 273).

Autre exemple de lieu de mixité : le café. Il fait partie des habitudes et comportements sociaux importés par les Ottomans¹⁰. Même si certains de ces cafés ne rassemblent que des Européens et des Ottomans, la plupart sont fréquentés par des hommes de toutes conditions sociales et ethniques, qui viennent s'y distraire, écouter de la musique ou des conteurs, jouer à des jeux de société et s'y rafraîchir (Harris, 1985 : 368 ; Charnay & Deflers, 1898 : 275 ; Bury, 1998 : 136). Ces cafés, situés près des portes de la cité, sur le port ou encore sur le rivage, jouent un rôle important en tant que lieux de sociabilité et d'interaction.

¹⁰ Sans que l'on soit certain si cette importation date de la première ou de la seconde occupation ottomane. Néanmoins, grâce à certaines découvertes archéologiques, on pourrait pencher pour la première (pour une histoire du café en mer Rouge, cf. notamment Tuchscherer, 2001).

Dans leur volonté de construire une identité ottomane capable de surpasser les identités individuelles ou de groupe, les Ottomans tentent d'influencer les mentalités avec l'introduction de la presse dans la *wilāya*. Ils créent le journal *San'ā'* dont l'édition bilingue (osmanli et arabe) au ton et au style populaires est censée toucher en premier lieu les populations yéménites locales, les informant à travers des articles culturels, d'information générale, ou traitant des opérations militaires menées dans la région.

Par ailleurs, les Ottomans s'efforcent, par leurs différentes politiques, d'instaurer des systèmes judiciaire, éducatif et militaire unificateurs. C'est notamment le but des *Tanzîmât* qui sont censées mettre un terme au système segmentaire des *millet* (synonyme de communautés confessionnelles) et instaurer l'égalité juridique de tous les citoyens de l'empire, les tribunaux civils devant remplacer les tribunaux confessionnels (Mantran (dir.), 1989 : 476 *sq.*). Dans la même logique, le système éducatif est sécularisé. C'est à ce titre qu'un tribunal civil et une école sont construits à al-Hudayyda (Mantran (dir.), 1989 : 478). En revanche, en raison des accords passés avec les pays amis de la Porte, les Européens présents à al-Hudayyda demeurent sous le régime des Capitulations, ce qui les place sous une juridiction spéciale (*cf.* n. 9). Par ailleurs, l'armée ottomane a toujours recruté parmi les populations occupées ; la restructuration vise essentiellement à la création d'écoles militaires dans les provinces pour former des cadres issus des populations locales (Mantran (dir.), 1989 : 481). Il s'agit d'établir l'égalité entre tous les citoyens de l'empire.

Dans cette logique, les autorités ottomanes locales ont pris soin de nommer des cadres yéménites à des postes administratifs, afin de susciter chez eux une sorte d'attachement à l'empire et de « patriotisme impérial »¹¹. Rappelons que l'objectif des Ottomans à moyen terme est de remettre les rênes du pouvoir aux Yéménites après qu'ils soient devenus des sujets fidèles. C'est d'ailleurs pourquoi, à partir de 1892, 'Abdülhamid II, qui décide d'intégrer plus fortement les provinces arabes à l'État ottoman, met alors en place à Constantinople une école réservée aux hommes de tribus. Il souhaite leur voir dispenser une éducation conforme aux exigences impériales et espère ainsi créer une classe urbaine de notables, qui, en occupant des postes dans l'administration, serve d'intermédiaire entre les tribus des provinces arabes et l'État.

Même s'il serait excessif de conclure que, comme dans la plupart des autres villes importantes de l'empire, il a existé à al-Hudayyda ce qu'Albert Hourani a qualifié de « politique des notables » (Hourani, 1978, Picaudou, 1996 : 69), ces cadres yéménites n'en sont pas moins des médiateurs importants entre la société urbaine (yéménite) et les Ottomans. Par exemple, en 1898, le maire d'al-Hudayyda est un Yéménite¹², quant aux *qâdî*-s, ils sont recrutés parmi les cadres juridiques locaux. Ces notables servent parfois d'intermédiaires entre la population urbaine et la Sublime Porte, et n'hésitent pas à s'adresser au *mutassarîf*¹³ pour relayer les doléances ou les mécontentements des Yéménites.

D'autres influences

Il semble évident que les Européens venus commercer n'ont pas l'intention d'abandonner leur identité au profit d'une autre de nature locale. Ont-ils pour autant - du fait de leur simple présence ou à travers leurs activités leur permettant d'entretenir des liens avec les différents groupes sociaux et ethniques de la ville - plus ou moins influencé les coutumes et les habitudes urbaines ? Une source nous signale que des personnes non européennes appartenant aux classes aisées d'al-Hudayyda se parent de riches vêtements importés d'Europe pour afficher leur statut

¹¹ Même si cette pratique pouvait parfois être jugée risquée par certains Ottomans, Kühn, 2005 : 212.

¹² Dans leur récit, MM. Charnay et Deflers parlent seulement d'un Arabe, mais il est fort probable qu'il ait été yéménite, Charnay & Deflers, 1898 : 275).

¹³ Ou au *wâlî* lorsqu'il est de passage dans la ville (C14, *L'Acyr et Saïd Idrîç (1912-1914)*, 21.03.1913).

économique (Bury, 1998 : 135). Rien ne permet d'affirmer néanmoins que l'adoption de ces tenues a également pour fonction de montrer un attachement à des coutumes exogènes.

On sait par ailleurs que les Européens importent aussi (ou tentent d'importer) un certain nombre d'institutions qui leurs sont propres et qu'ils dirigent. Ainsi une petite mission catholique de 21 membres s'est établie dans la ville en 1899, dont la raison d'être semble être la présence de chrétiens européens et syriens. Mais nulle trace de prosélytisme. À la fin du XIX^e siècle, les Européens font construire un club en dehors de la ville, afin de s'y retrouver pour discuter de politique. Dans la mesure où la fréquentation de ce lieu semble leur être réservée (Bury, 1998 : 193), on ne saurait parler de tentative d'influence directe devant déboucher sur une mixité sociale.

Certains Occidentaux se veulent néanmoins des vecteurs d'influence culturelle. En témoigne la demande faite en 1909 par l'agent consulaire français qui sollicite auprès des autorités ottomanes l'autorisation d'installer un cinématographe dans la ville durant une semaine¹⁴. À partir de 1912, il tente également de faire ouvrir une Alliance française¹⁵, dans le but de diffuser la culture et la langue française à une période où, selon ses dires, les populations locales montrent une certaine sympathie pour la France. Le projet est bien accueilli par les Ottomans, mais le déclenchement de la première guerre mondiale y mettra un terme. Rappelons qu'à l'époque, le français est la langue de la diplomatie par excellence. Outil par conséquent nécessaire, elle est parlée par tous les représentants politiques, que ces derniers soient européens ou ottomans. Dans un télégramme diplomatique rédigé en 1913, le vice-consul français précise que le *mutassarif* d'al-Hudayyda la manie assez bien. On sait par ailleurs que nombre de commerçants grecs, qui dépendent de la protection de la France, la pratiquent également, avec plus ou moins d'habileté. Le français est par conséquent une langue de communication commune aux élites politiques et commerçantes.

La France n'est pas la seule puissance européenne à tenter d'exercer certaines influences. Ainsi, au sortir de la guerre italo-ottomane (1912-1913), le consul général d'Italie d'al-Hudayyda annonce à la population son souhait d'ouvrir un dispensaire accessible à tous les habitants. Dans le contexte de l'époque, cette annonce déclenche une vague de protestations, car les autorités ottomanes, tout comme beaucoup de Yéménites, y voient les prémices et la préparation de la colonisation italienne du Yémen¹⁶, preuve que tous les apports étrangers ne sont pas reçus avec la même bienveillance ou indifférence.

En dépit de ces tentatives tardives, l'impact européen sur la formation de nouvelles pratiques urbaines communes reste minime. Ces influences n'ont pas le temps de s'implanter ni de se développer durablement à al-Hudayyda à la différence d'autres apports.

Mesurer l'impact des autres influences sur les autres groupes urbains n'est pas aisé, dans la mesure où les sources écrites n'en font que peu état. Il est néanmoins possible d'avancer quelques hypothèses.

L'influence asiatique est la plus facile à déceler. Selon W. Bury, certains riches commerçants de nationalités diverses n'hésitent pas à porter des vêtements indiens (Bury, 1998 : 135), ce qui tendrait à prouver que la mode vestimentaire d'Inde s'est quelque peu répandue. Mais c'est surtout dans l'architecture qu'on note les influences les plus importantes. Depuis le début du XVIII^e siècle, de nombreux commerçants d'Indiens et Parsis sont installés dans les ports de la mer Rouge. Quand al-Hudayyda concentre la quasi-totalité du commerce de la région, beaucoup s'y installent et y contrôlent une grande partie du négoce. Comme à al-Luhayya, ils y font construire de luxueuses maisons dont les décorations et l'organisation « typique » semblent avoir été reprises et copiées par d'autres (Fig. 5). Si, comme le disent P. Bonnenfant et J.-M. Gentilleau,

¹⁴ Cø, ø, 18.08.1909.

¹⁵ C18, *Télégrammes adressés aux différents ministères et à l'ambassade*, 17.02.1914.

¹⁶ C18, *Guerre italo-turque, blocus, Italiens dans l'Yémen (1911-1914)*, 16.11.1913.

ces influences restent encore à démontrer, elles n'en sont pas moins très vraisemblables (Bonnenfant & Gentilleau, 1994 : 187 *sq.*).

L'ÉCHEC DES OTTOMANS À CONSTRUIRE L'IDENTITÉ URBAINE D'AL-HUDAYYDA

Peu de moyens au service des ambitions politiques

Concrètement, il apparaît que les Ottomans ne se sont pas donnés les moyens de mener à bien leur politique d'intégration du Yémen en général et d'al-Hudayyda en particulier pour faire de leurs habitants des sujets loyaux de l'empire.

Au niveau local et urbain, comme en témoigne le mécontentement qu'expriment au début du XX^e siècle 'Abdülğanî Senî, chef de la chancellerie du gouverneur général du Yémen, et le général de brigade Rüşdî Paşa, peu de bâtiments publics ont été construits à al-Hudayyda. Malgré l'important développement qu'a connu la ville depuis 1849, celle-ci souffre du manque d'infrastructures et les bâtiments édifiés sont en mauvais état (Kühn, 2002 : 340-341). Or, selon la théorie de l'ordonnement symbolique de l'espace (*cf. supra*), ces constructions « à l'ottomane », doivent symboliser l'autorité centrale et sont nécessaires à la constitution d'une identité ottomane (Kühn, 2005 : 340 *sq.*).

En ce qui concerne les tentatives d'emprise culturelle ottomane sur les populations yéménites, elles sont restées limitées en nombre et ont été vouées à l'échec. Au regard du fort taux d'illettrisme de la population yéménite, le journal *San'â'* n'a eu que très peu d'impact.

Les institutions censées relayer le programme d'« ottomanisation » des populations yéménites ne sont pas plus performantes. Faute de personnel enseignant, l'école publique n'est pas à même de dispenser l'enseignement sur lequel Constantinople fonde le développement de la citoyenneté ottomane¹⁷. Seul un professeur a été formé à cette tâche et il n'arrive à al-Hudayyda qu'en 1908 (Rogan, 1996 : 102).

D'emblée la réforme judiciaire est refusée par les habitants d'al-Hudayyda. Un tribunal civil a bien été ouvert mais il ne fonctionnera jamais. Les Yéménites refusent d'abandonner leur système juridique, coutumier et islamique, et les tribunaux communautaires que la Porte souhaitait éliminer restent en place.

Quant à la réforme militaire, elle reste sans effet. Une école de formation est bien construite à San'â', mais la majorité des Yéménites refusent d'y envoyer leurs enfants. Par ailleurs, les adultes ne veulent pas intégrer les rangs d'une armée considérée comme étrangère.

De fait, aucune des institutions ottomanes prévues pour assurer la mixité et le partage de pratiques communes n'a pu jouer son rôle, soit par manque de moyens pour les faire fonctionner, soit par rejet pur et simple des Yéménites.

La méfiance yéménite à l'égard des Ottomans pourrait également avoir eu raison du projet de formation d'une élite locale, médiatrice entre le pouvoir ottoman et les populations urbaines. Même si les sources témoignent de l'émergence de quelques personnalités yéménites intégrées à l'administration ottomane, les documents font beaucoup plus régulièrement état de l'hostilité générale et persistante de la population envers l'occupant et des critiques formulées à l'égard des fonctionnaires ottomans corrompus. Cette corruption, conséquence plus ou moins directe des salaires non payés par l'administration centrale, choque l'opinion. Au vu du contexte, il est peu

¹⁷ En 1904, 'Azîz bey, envoyé par la Porte pour évaluer la situation de l'occupation ottomane, écrit dans son rapport qu'une école primaire vient d'être récemment ouverte à al-Hudayyda. Il nous est pour le moment impossible d'affirmer qu'il s'agit de la même (Mandaville, 1984 : 30).

probable que ces quelques notables yéménites se soient sentis appartenir à une société urbaine ottomane ou « ottomanisée ». En outre, ils sont vraisemblablement trop peu nombreux pour que leur implication soit décisive et qu'ils parviennent à faire accepter à leurs « concitoyens » la présence et les réformes ottomanes. Si l'on en croit certains rapports ottomans, ces notables locaux seraient plus préoccupés de leurs intérêts que du rôle qu'il leur a été assigné par la Porte : s'assurer de la loyauté de la population yéménite envers Constantinople (Kühn, 2005 : 219 *sq.*). Au même titre que la majorité de la population urbaine, ils ne montreraient que très peu d'intérêt pour les problèmes rencontrés par les Ottomans à la veille de la première guerre mondiale. Selon W. Bury, la classe commerçante aisée de la ville est peu encline à se mêler des affaires politiques et militaires de la *wilâya*. (Bury, 1998 : 135)¹⁸. Leur soutien passif est vraisemblablement synonyme de tolérance en regard de la protection que la présence ottomane confère à leur commerce. À la veille de la première guerre mondiale, on a donc le sentiment que la classe de notables yéménite est encore en devenir.

Certains fonctionnaires ottomans sont pleinement conscients du peu d'efficacité de leur politique. Pour eux, l'échec est à imputer au mode d'occupation qu'ils jugent propre à susciter le rejet des Yéménites en général et des habitants d'al-Hudayyda en particulier. Citons comme exemple la confiance que Nesîm bey, inspecteur des finances, livre au vice-consul français d'al-Hudayyda le 21 février 1913 :

« Nous avons perdu ici beaucoup d'hommes et dépensé beaucoup d'argent inutilement. Je vois que nous avons été impuissants à organiser ce pays après tant d'années d'occupation et je crains que nous ne le soyons toujours si nous ne nous résolvons pas à modifier notre manière d'agir, si nous n'assurons pas aux tribus de l'intérieur la sécurité de leurs biens et de leurs familles, si, en un mot, nous ne donnons pas une administration tutélaire et juste en même temps ». Plus loin, il dit ressentir « la précarité de l'administration ottomane »¹⁹.

De telles carences ne sont évidemment pas propres à fédérer la population autour du projet ottoman pour la construction d'une identité commune. À la veille de la première guerre mondiale, al-Hudayyda peut certes être qualifiée de ville provinciale de l'empire, mais il est clair que le projet de transcender les identités multiples d'une population cosmopolite, par le biais de fonctionnalités et de pratiques urbaines homogénéisantes, a failli.

Des logiques concurrentielles

L'échec à construire une identité urbaine forte à al-Hudayyda résulte des mêmes problèmes rencontrés par les Ottomans dans l'ensemble du Yémen. Il relève en premier lieu d'une impossibilité à passer outre des oppositions de principe entre Yéménites (d'al-Hudayyda ou d'ailleurs) et Ottomans. Selon ces derniers, le rapport de force colonisateur/colonisé²⁰, irrecevable pour les populations locales, se justifie. Les Ottomans considèrent les Yéménites comme « primitifs », « sauvages » et inférieurs culturellement, d'où la nécessité de les « civiliser » avant qu'ils n'intègrent l'empire. Leur arriération et leur infériorité étant imputables à l'application des formes locales de l'islam, les Ottomans misent sur une instruction religieuse à l'ottomane pour y remédier (Kühn, 2005 : 80-199). Cette instruction s'inscrit dans les pratiques unificatrices et constitutives de l'État moderne mais sa mise en application relève de l'utopie puisque les Yéménites ne sont nullement enclins à abandonner leurs valeurs religieuses traditionnelles. Ce projet tendrait même à renforcer leur opposition et leurs préjugés à l'égard des occupants. Les Yéménites ne reconnaissent aucune autorité ou légitimité religieuse aux Ottomans et la velléité de

¹⁸ Pour la situation de notables yéménites à Ta'izz, cf. Blumi, 2002 : 361 *sq.*

¹⁹ C18, *Sanaa et l'imam Yahya (1912-1914)*, 21.02.1913.

²⁰ Selon Hamîd Vehbî, rédacteur en chef du journal officiel *San'â'*, en 1880, El Zine, 1975 : 65.

ces derniers à intervenir dans ce domaine tend à confirmer leur réputation de mécréants à la solde de l'Europe.

Les Ottomans réagissent en incitant la population yéménite à se rebeller contre les Européens censés apparaître dès lors comme le véritable ennemi et l'adversaire commun. En vain. La manœuvre qui vise indirectement à rapprocher Yéménites et Ottomans ne réussit pas à faire oublier la présence militaire qui désigne la Porte comme le véritable occupant.

Conscients que les réformes édictées par Constantinople ne peuvent être appliquées *stricto sensu*, les autorités ottomanes procèdent à certains aménagements mais ne peuvent pour autant abandonner les objectifs et la nature des réformes. Du moment qu'elles touchent à des prérogatives relevant du religieux, elles sont vouées à l'échec. Or, qu'ils soient de nature juridique ou politique, les projets ottomans rencontrent cette dimension religieuse. Les Ottomans en sont conscients. Leur analyse de la société yéménite et de ses spécificités a retenu trois points essentiels : les Yéménites font volontiers appel à la charia pour résoudre les conflits ; les chefs tribaux et les descendants du Prophète occupent une place centrale au sein de la société ; l'organisation politique est fonction d'appartenances religieuses fortes (Kühn, 2005 : 123-199 ; 2003). Les fonctionnaires de la Porte tiennent compte de ces particularismes et sont persuadés d'aménager leur politique de réformes locales en fonction de ces coutumes et caractères locaux mais le fait est qu'aux yeux des Yéménites, les principes et mécanismes du pouvoir religieux et tribal, symbole de l'identité « nationale », demeurent intouchables (Chevalier, 2005 : t.1, 95-105).

Compte tenu de cela, construire une identité urbaine ottomane commune à tous paraissait difficile.

UN PROCESSUS INTERROMPU

Ainsi, durant la seconde occupation ottomane, si identité commune à l'ensemble des habitants d'al-Hudayyda il y eut, celle-ci reste encore difficile à définir. Certes, les différentes communautés coexistaient et entretenaient certaines relations, mais il est très probable que ces relations n'aient pas débouché sur une réelle mixité. On distingue chez les habitants plusieurs référents identitaires correspondant à différents jeux d'appartenance (l'islam, le christianisme, le judaïsme, le tribalisme, la nation, la région, l'international...), mais aussi nombreux qu'aient pu être les référents dans lesquels les habitants pouvaient puiser pour forger une identité de groupe, les différentes combinaisons ont rarement débouché sur des emprunts ayant pu servir la construction d'une identité commune.

Les seuls lieux de mixité sociale étaient les cafés et les souks, et les seules personnes ayant accès aux différents groupes communautaires étaient les notables yéménites, les commerçants et les agents de communications des représentations diplomatiques. Les possibilités de lier les identités étaient trop rares pour qu'une identité globale vît le jour, il est donc probable que chacun des groupes ait gardé ses référents propres. On peut alors parler de coprésence, mais non d'interaction.

Certes un processus de métissage social était à l'œuvre, mais la durée de la cohabitation a été trop courte pour lui permettre de déboucher sur la naissance d'une identité urbaine spécifique à laquelle l'ensemble des habitants d'al-Hudayyda aurait pu s'identifier. La seule identité que l'on puisse appliquer à al-Hudayyda est celle d'un espace commercial. Le dispositif économique mis en place par les Ottomans était lui-même assez fragile et ne survécut pas au départ de l'occupant. Lorsqu'en 1918, le port fut bombardé par les Britanniques et que la région devint un enjeu entre les différentes forces politiques et militaires yéménites, 'asiries et européennes, la sécurité du commerce ne fut plus assurée. Al-Hudayyda ne représentant plus cet espace-refuge qui avait permis son développement, les commerçants et les personnes vivant du commerce quittèrent rapidement la ville. La population se réduisit brusquement à quelque 2 000 habitants (contre

42 000 avant la guerre). Ceci tend à prouver le peu d'attachement des habitants, toutes origines confondues, à ce lieu qui ne représentait qu'un espace protégé dans lequel on pouvait travailler.

En ce sens, le projet de coercition culturelle et sociale que la Porte espérait développer au Yémen a échoué notamment par refus systématique des réformes. Il apparaît pourtant que, suite au retrait des Ottomans, les instruments de la présence ottomane se sont vus réappropriés par les Yéménites. Les rejets du système politique et administratif ottomans découlaient du rejet de principe de l'occupation militaire. Une fois cette occupation levée, la dynamique politique locale put abandonner sa lutte d'indépendance, et cherchant à asseoir son pouvoir par le maintien de la paix et de l'unité, elle se trouva à même de s'inspirer de certains modèles ou instruments de politique exogènes qu'elle avait rejetés en bloc lorsqu'ils étaient au service de « l'ennemi » ottoman.

Illustrations

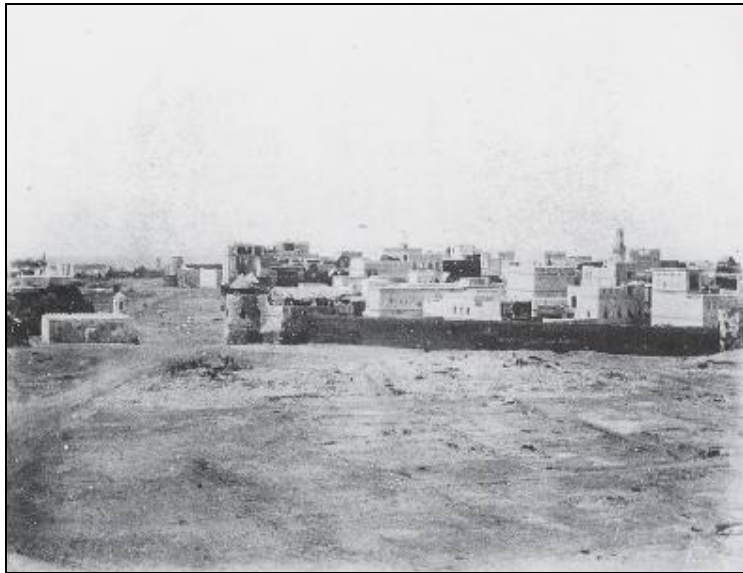


Fig. 1 : Vue d'al-Hudayda en 1856, cliché de A. Bartholdi, in Schmitt et Hueber, 1994.



Fig. 2 : Vue d'al-Hudayda en 1856, cliché de A. Bartholdi, in Schmitt et Hueber, 1994.

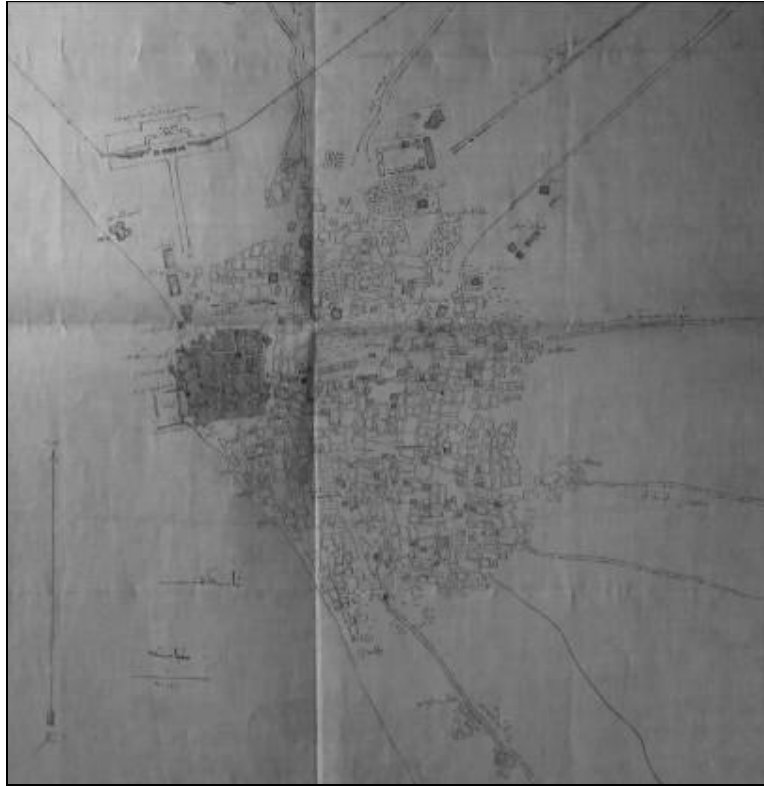


Fig. 3 : Plan d'al-Hudayda vers 1913, archives diplomatiques du vice-consulat de France d'al-Hudayda.

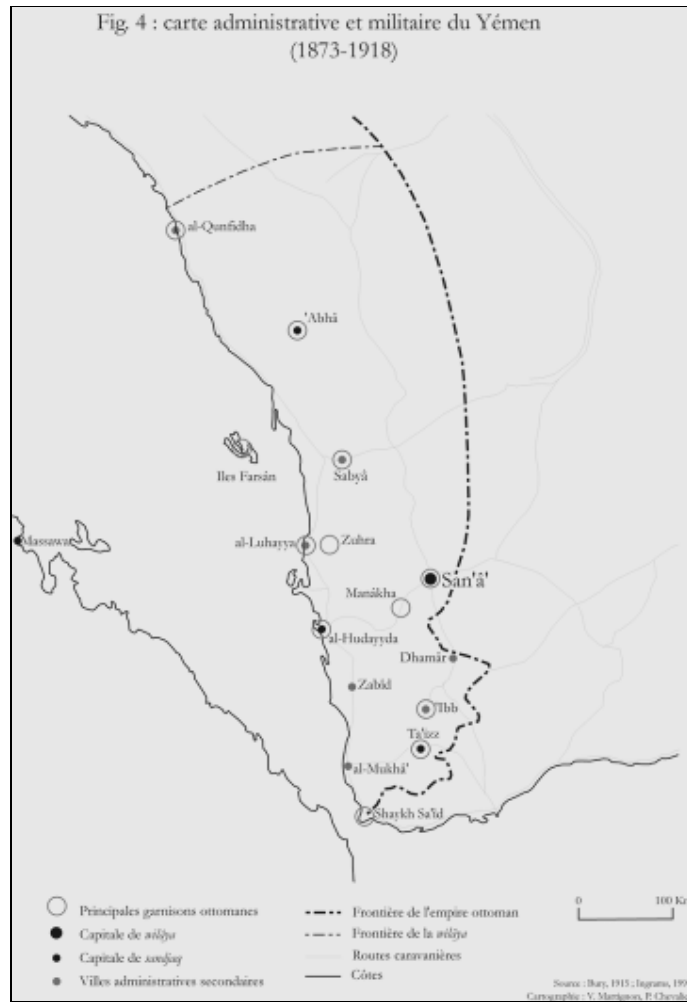


Fig. 4



Fig. 5 : Maison de commerce d'al-Hudayyda en 1856, cliché de A. Bartholdi, in Schmitt et Hueber, 1994

BIBLIOGRAPHIE :

- BALDRY John, 1976, "Al-Yaman and the Turkish Occupation, 1849-1914", *Arabica*, 23/2, p. 156-193.
- BLUMI Isa, 2002, "The Ottoman Empire and Yemeni Politics". In HANSEN Jens, PHILIPP Thomas & WEBER Stefan (eds), *The Empire in the City. Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, Beyrouth, p. 349-367.
- BONNENFANT Paul & GENTILLEAU Jeanne-Marie, 1994, « Une maison de commerçant-armateur sur la mer Rouge : bayt 'Abdl al-Udûd à Al-Luhayya (Yémen). In PANZAC Daniel (dir.), *Les villes dans l'empire ottoman : activités et société*, t. 2, Paris, CNRS éditions, p. 125-188.
- BURY G. Wyman, 1998, *Arabia Infelix: or the Turks in Yemen*, Londres, Mcmillan (première édition en 1915).
- CHEVALIER Patrice, 2005, *Impérialismes en mer Rouge : le poids des ingérences sur la scène yéménites (1911-1914)*, 2 tomes, mémoire de Master II, Université Louis Lumière Lyon 2.
- CRANCEZ Louis Alexandre Olivier de, 1995, *The History of the Wababis. From their Origin until the End of 1809*, Londres, Garnet Publishing Ltd (première édition en 1910).
- CHARNEY Désiré & DEFLERS A., 1898, « Excursions au Yémen I », *Le tour du monde* 23, t. IV, nouvelle série, p. 268-276.
- HARRIS Walter B., 1985, *A Journey Through the Yemen and Some General Remarks upon that Country*, A. Wheaton & Co. Ltd, Londres (première édition en 1893).
- HOURLANI Albert, 1978, "The Politics of Notables". In Folk W. P. & Chambers R. L., *Beginnings of Modernization in the Middle East: the Nineteenth Century*, Chicago, Chicago University Press.
- INGRAMS Doreen & INGRAMS Leila, 1993, *Records of Yemen 1798-1960*, vol. 5 (1900-1914), Chippenham, Archive edition.
- KÜHN Thomas, 2002, "Ordering Urban Space in Ottoman Yemen, 1872-1914". In HANSEN Jens, PHILIPP Thomas & WEBER Stefan (eds), *The Empire in the City. Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, Beyrouth, p. 329-347.
- KÜHN Thomas, 2003, "An Imperial Borderland as Colony: Knowledge Production and the Elaboration of Difference in Ottoman Yemen, 1872-1918", *The MIT Electronic Journal of Middle East Studies* 3.
(http://web.mit.edu/cis/www/mitejmes/issues/200310/MITEJMES_Vol_3_Spring.pdf)
- KÜHN Thomas, 2005, *Shaping Ottoman Rule in Yemen, 1872-1919*, New-York, UMI.
- MANDAVILLE Jon, 1984, "Memduh Pasha and Aziz Bey: Ottoman Experience in Yemen". In PRIDHAM B. R. (éd.), *Contemporary Yemen: Politics and Historical Background*, Worcester, p. 20-33.
- MANTRAN Robert (dir.), 1989, *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris.
- NINI Yehuda, 1991, *The Jews of the Yemen, 1800-1914*, Chur, Harwood Academic Publishers.
- PICAUDOU Nadine, 1996, « Ville, pouvoir, idéologie. Damas au tournant du siècle ». In LUSSAULT Michel & SIGNOLES Pierre, *La citadinité en question*, Collection Sciences de la Ville 13, fascicule de recherches n°29 d'URBAMA, Tours, p. 69-72.
- PLAYFAIR R., 1970, *A History of Arabia Felix or Yemen*, St Leonard Ad Orientem, Philo Press, Amsterdam (première édition en 1859).
- ROGAN Eugene L., 1996, "Aşiret Mektebi: Abdülhamid II's School for Tribes (1892-1907)", *International Journal of Middle East Studies* 28.1, Cambridge, Cambridge University Press, p. 83-107.
- SCHMITT Jean-Marie & HUEBER Régis, 1994, *Au Yémen en 1856 (photographies et dessins d'Auguste Bartholdi)*, Colmar, Musée Bartholdi.
- TUCHSCHERER Michel (éd), 2001, *Le commerce du café avant l'ère des plantations coloniales*, IF 865, Le Caire, IFAO.
- EL ZINE M. Abdallah Yahya, 1975, *Le Yémen et ses moyens d'information. Étude historique, politique, juridique sociale et critique, 1872-1974*, Alger.